

La CCEI en arrive maintenant à une délicate transition du dialogue Nord-Sud entre la phase analytique et la phase pratique, celle de l'action et des mesures concrètes. Réunis la semaine dernière, les coprésidents se sont entendus globalement pour lancer cette deuxième phase de la Conférence. Je me dois ici de soulever un point qui me préoccupe particulièrement. Il se pourrait en effet qu'il y ait méprise sur le sens du mot "action", ou tout au moins ambiguïté. Notre tâche au cours de cette deuxième phase sera donc de définir cette action dont nous parlons et de trouver celle qui conviendra à toutes les parties en cause.

Les pays industrialisés devront travailler ensemble et veiller à ce que cette deuxième phase de la Conférence aboutisse à des résultats concrets. Nous devons faire tout notre possible à cette réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi qu'aux prochaines réunions qui traiteront de la question, pour préserver un climat propice au dialogue Nord-Sud, à Paris comme ailleurs. En termes clairs, bien qu'il soit encore trop tôt pour quels genres de solutions pourront intervenir, nous devons résoudre certaines des questions fondamentales dont nous sommes saisis. Cela signifie qu'il nous faudra, au cours des six prochains mois, nous attaquer à des problèmes difficiles, par exemple l'endettement des pays en développement et la recherche d'une solution équilibrée au problème des produits de base.

Je crois que les pays industrialisés doivent travailler en consultation étroite au fur et à mesure qu'avancent les travaux de la Conférence, mais je dois souligner que l'unité du groupe que nous formons dépend directement d'une véritable évolution de nos positions respectives. Il nous serait très difficile de rester unis si nos positions étaient figées ou régressives.

En tant que coprésident de la CCEI, j'aimerais être certain que les pays développés désirent vraiment, au cours de la seconde moitié de la Conférence, prendre les mesures nécessaires pour instaurer la coopération économique internationale. Nous nous sommes engagés à trouver des moyens d'action et toute lenteur à agir risquerait de rompre le dialogue Nord-Sud. Il peut en coûter cher de passer à l'action pour résoudre les problèmes qui nous occupent, mais qu'en coûtera-t-il si nous ne faisons rien?

La CCEI représente un nouveau point de départ pour les relations entre les pays développés et les pays en développement. Notre approche doit, elle aussi, être nouvelle. Au lieu d'être sur la défensive, soyons constructifs et novateurs dans nos positions sur les questions débattues à Paris. A notre avis, la CCEI représente à l'heure actuelle le plus grand espoir de coopération économique et politique entre pays développés et pays en développement. Il y va de notre intérêt de réaménager rationnellement les relations économiques internationales et d'établir un système viable et efficace d'échanges et de paiements qui convienne à tous les pays.

C'est à la réunion ministérielle de décembre que sonnera l'heure de la vérité, au moment où des décisions politiques devront être prises sur d'importantes questions économiques. Nous devrions tous avoir comme objectif de sortir de cette réunion avec un programme de coopération façonné par différentes décisions, des engagements à des degrés divers et des orientations éventuelles sur une série de questions déterminées.